



THÉÂTRE DE LONGJUMEAU



>PUBLICITÉ

Les anti-gaz de schiste ne relâchent pas la pression

ESSONNE INFO | Par Jérôme Lecomte | Publié le lundi 8 juin 2015 à 08:55 | [0 contribution](#)

Judi 4 juin, Essonne Nature Environnement (ENE) organisait une réunion publique sur le sujet de l'exploitation du pétrole en Essonne. Invitée, la société Vermilion propriétaire de concessions de pétrole dans le département a débattu de ses projets avec les membres du collectif anti-gaz de schiste 91 présents en nombre dans la salle, le tout dans un climat tendu.



« Du pétrole ou du gaz en Essonne ? À quelles conditions ? ». C'est la question que posait la fédération Essonne Nature Environnement (ENE) ce jeudi 4 juin, dans le cadre d'une réunion publique. Un sujet qui s'immisce dans l'actualité du département comme le confirmait son président Jean-Pierre Moulin. « Notre but est de débattre sur des sujets qui nous concernent tous, comme notamment les nuisances aériennes ou encore le sujet des nouvelles intercommunalités. Aujourd'hui, il nous paraissait intéressant de traiter de la question large du pétrole et de faire participer l'ensemble des sensibilités sur ce dossier », expliquait ce dernier en ouverture.

Un sujet plus que jamais dans l'actualité essonnienne puisque que l'une des demandes du groupe canadien d'hydrocarbures Vermilion est au cœur d'une enquête publique qui se tient actuellement. Cette dernière concerne la demande d'autorisation d'ouverture de travaux d'exploitation de mines d'hydrocarbures liquides dans le sud-est de l'Essonne et la création de nouveaux puits autour de Leudeville et de Vert-le-Grand.

Pour cette conférence, la fédération qui réunit 53 associations de défense de l'environnement avait donc convié un représentant des services de la Direction régionale et interrégionale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE), un géologue ou encore des représentants de la société Vermilion, dont le directeur de l'unité française, Darcy Kerwin.

Autres invités – indirects cette fois-ci –, les « anti-gaz de schiste ». Présents en nombre dans les locaux de l'ENE basés à Epinay-sur-Orge, ces derniers ont ainsi pu obtenir quelques réponses sur le sujet glissant d'une possible exploitation du gaz de schiste en Essonne. Outre l'obtention de réponses, les membres du collectif souhaitaient faire passer un message clair aux responsables de Vermilion.

Pas de forages avant 2016 ?

Et les inquiétudes des membres du collectif anti-gaz de schiste 91 sont grandes, notamment suite à [la rupture d'une canalisation survenue le 24 mai dernier](#) dans le secteur de Leudeville. À ce sujet Vermilion et la DRIEE avancent que l'incident a été confiné et que « des analyses ont été faites » sur des échantillons de la terre exposée lors de cette fuite. Toutefois, cela ne rassure pas pour autant les anti-gaz de schiste qui s'inquiètent également « d'un manque de contrôle des puits et infrastructures », expliquent certains d'entre eux. « Il y a constamment des inspections qui sont réalisées », indique Laurent Olivé chef de l'unité territoriale de l'Essonne de la DRIEE. Chaque site est contrôlé tous les quatre ans par les quatre inspecteurs de la DRIEE que compte l'Île-de-France ». Malgré tout, le nombre d'agents et la fréquence de contrôle ne réconfortent pas certains membres du collectif. « On dirait que vous n'avez pas bien évalué la dangerosité de ces sites pour l'environnement », insiste l'un d'entre eux.

Afin de rénover l'ensemble de son patrimoine en Essonne et en Seine-et-Marne, la société Vermilion dispose ainsi d'un budget s'élevant à plusieurs millions d'euros. Au total, [35 millions seront investis sur toute l'année 2015](#) pour rénover et entamer différents forages. Seulement, l'entreprise qui produit 1 700 barils par

jour en Essonne ne prévoit pas de se servir de ce budget pour entamer les forages dans le département cette année. « Nous allons forer quatre puits en Seine-et-Marne cette année, mais aucun en Essonne pour 2015, avance Darcy Kerwin. Si l'Etat nous donne l'autorisation de forer les nouveaux puits cette année (Ndlr : qui fait actuellement l'objet d'une enquête publique), nous ne commencerons les travaux qu'en 2016, pas avant. Il s'agira de percer 1 à 3 puits ».

« Nous respectons les lois »

« Des forages dans quel but ? », s'interroge une partie des gens présents à cette conférence. « Prolonger la durée de vie des concessions existantes, note Jean-Pascal Simard, directeur des relations publiques de Vermilion. Dans ce cadre, il fallait de nouveaux forages pour pérenniser l'activité du pétrole conventionnel, les derniers remontant à 20 ans ».

Exit donc la question de l'exploitation du gaz de schiste, dont la capacité totale est estimée « à 5 téra m³ dans les sous-sols du Bassin Parisien » par le géologue Bruno Vrielynck ? À ce sujet, Vermilion assure que le forage d'huile de schiste et notamment la fracturation hydraulique – moyen d'atteindre ces gaz – n'est pas d'actualité. « Nous respectons les lois et les règles en vigueur en France », souligne Jean-Pascal Simard.

Pas de fracturation hydraulique donc, mais cela pourrait évoluer, c'est en tout cas ce que craignent les anti-gaz de schiste. Car la société Vermilion utilise déjà cette pratique au Canada, sur les terres de la province d'Alberta. Une région dans laquelle la fracturation hydraulique est autorisée. « On a l'impression que vous préparez le terrain en vue d'un changement de législation sur ce point ! Si vous ne voulez pas la mettre en œuvre aujourd'hui, pourquoi est-ce que vous ne l'inscrivez pas dans le marbre ? », tonne Philippe Pascot, membre du collectif. Réaffirmant qu'elle « respecte les règles en vigueur », l'entreprise canadienne avance aussi un coût financier important pour procéder à de la fracturation qui entraînerait certainement un « manque de rentabilité ».

Bref, les heures défilent et les débats s'éternisent sur ces sujets, le tout dans un climat de plus en plus tendu. Durant cette conférence, chaque « camp » aura pu s'exprimer sans pour autant convaincre. Mais d'autres rendez-vous comme celui-ci interviendront dans les prochains jours dans le cadre de l'enquête publique. Une nouvelle réunion d'informations et d'échanges sera organisée le jeudi 11 juin de 20h30 à 22h30 dans la salle communale de la mairie de Leudeville.



La newsletter

Inscrivez-vous gratuitement à la newsletter quotidienne d'Essonne Info.

Inscrivez-vous

Vous pouvez vous désinscrire à tout moment.

powered by MailMunch

Jérôme Lemonnier



Journaliste pour Essonne Info. Courriel : jerome@essonneinfo.fr

Categories de l'article: [Mennecy / Milly](#), [Société](#), [Une](#), [Val d'Orge](#)



Contribuez à cet article